

LUTTE DE CLASSE

Finances publiques (Nord)

« Nous ne voulons aucune concertation. Nous exigeons le retrait du plan Darmanin »

La parole à Mathieu Silbermann, secrétaire départemental Force ouvrière DRFiP du Nord.



400 agents avec les syndicats étaient réunis au siège de la direction, lundi 1^{er} juillet à Lille.

LE 11 JUIN, la direction régionale des Finances publiques (DRFiP) du Nord nous a présenté un projet de suppression de 9 des 15 services des impôts des entreprises, de 4 des 18 services des impôts des particuliers, de 64 trésoreries, de l'ensemble des centres des impôts fonciers et de la majorité des services de publicité foncière. C'est une boucherie !

Nous refusons toute négociation et concertation avec la direction. L'intersyndicale des Finances publiques du Nord, CGT, Solidaires, FO, UNSA, SNAFIP, CFDT, exige le retrait du plan Darmanin. Le ministre présente son plan comme une « géographie revisitée ».

Au final, c'est la destruction des services de proximité pour tous les usagers : éloignement géographique des guichets, des temps d'attente plus importants dans les quelques centres restant ouverts, des renseignements fournis par des personnes peu ou mal formées et non soumises à notre déontologie.

La réforme de la fonction publique prévoit la suppression de 120 000 postes, dont 18 000 à 25 000 postes d'agents de notre administration pour 2022.

Moins de trésoreries, moins d'agents et donc moins de contrôles sur les comptes de l'État, sur ses évasions fiscales et ses fraudes fiscales. Nous aurons également moins d'indépendance car nos employeurs seraient les mairies, elles nous dicteraient la ligne économique à suivre.

C'est pourquoi les agents des Finances publiques s'opposent à la fermeture de toutes les trésoreries,

SIE et SIP. Ils réclament le maintien de toutes leurs missions et emplois, exigent l'abandon immédiat des restructurations et fusions en cours. La direction, en étroite collaboration avec le ministre, cherche à verrouiller toute réaction vive ou tension des élus et des agents de la direction. C'est une bataille médiatique contre tous les mensonges du gouvernement. Chez tous les salariés, syndiqués et non syndiqués, il y a une grande prise de conscience du plan assassin de Darmanin. Nous informons les usagers les matins et sur les pauses méridiennes. Nous sollicitons tous les collègues, syndiqués et non syndiqués, pour faire signer la pétition « DGFiP en colère ». Au Service des impôts des particuliers de Lille-Fives, ils étaient 50 collègues à la dernière heure d'information syndicale ; à la cité administrative de Lille, ils étaient 100. Depuis que je suis syndiqué en 2007, j'ai rarement vu autant de présence à une heure syndicale. Un rassemblement est prévu devant la direction le 1^{er} juillet. Dès maintenant, nous posons nos revendications, dès maintenant nous préparons la rentrée de septembre avec tous les salariés des Finances publiques. ■